



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?

Vers de nouvelles formes de mobilisation ?

Olivier Lebel



Éditeur

Médecins du Monde

Édition électronique

URL : <http://humanitaire.revues.org/3180>

ISSN : 2105-2522

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 2-3

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Olivier Lebel, « Vers de nouvelles formes de mobilisation ? », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 04 octobre 2016. URL : <http://humanitaire.revues.org/3180>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

Éditorial

Par Olivier Lebel*

Vers de nouvelles formes de mobilisation ?

Voici un numéro de la revue *Humanitaire* résolument tourné vers l'avenir, assurément inscrit dans son siècle. Là où le xx^e siècle était hiérarchique et vertical, le xxi^e siècle sera collaboratif et horizontal.

Les citoyens du monde, interconnectés, échangent déjà et utilisent des services comme jamais ils ne l'ont fait auparavant. Alors, nos « nouvelles mobilisations » en appellent d'abord et avant tout à de « nouvelles » relations entre individus interconnectés, certes, mais aussi entre organisations participatives. L'engouement - et le succès naissant, comme en témoigne la mobilisation autour de la consultation en ligne sur la « République numérique », avec plus de 140 000 votes - pour la démocratie participative est révélateur de cette tendance. On pense, certes, aux nouvelles pétitions en ligne ; mais on pense également aux formes de production collaboratives, aux nouvelles formes de partage (*open source*), voire aux réseaux interassociatifs. La société civile est en train d'opérer sa mutation numérique.

D'ores et déjà, des plateformes Internet permettent de diffuser des messages de mobilisation à des dizaines de millions de

membres, et de recueillir en quelques jours des centaines de milliers de signatures (voir l'article de Marie Yared dans ce numéro, et l'intervention de Benjamin des Gachons lors de la table ronde). Des savoir-faire se transmettent spontanément sans intervention extérieure (voir l'exemple du Shack/Slum Dwellers International dans l'interview de Rose Molokoane, sa vice-présidente). Saurons-nous nous adapter à ces nouveaux modes de mobilisation ? Saurons-nous aussi éviter qu'ils ne soient utilisés à des fins d'insurrection ou de haine raciale ? Comme pour la langue d'Esopo, il nous faut en apprendre l'usage. Comme nous y invitent Sylvie Ollitrault et Doug Reeler, il nous faut mieux connaître ces nouvelles formes de mobilisation, et faire le pari que, nées des citoyens, elles sauront générer leurs mécanismes autorégulateurs, comme nous en voyons s'instaurer sur le net.

Dans l'économie collaborative, des acteurs s'associent pour échanger services ou produits sans intervention de centre de décision ni de lieu de production (voir l'article de Flore Berlingen). En matière éducative, des pairs s'associent pour transmettre un savoir sans intervention institutionnelle (MOOC). En finance, de nouvelles monnaies comme le *bitcoin* s'affranchissent des banques centrales quand des monnaies alternatives (Sol) permettent des échanges nouveaux. À quoi ressemblera un humanitaire collaboratif ? Un humanitaire sans centre de production ni siège social, uniquement composé d'acteurs reliés par une plateforme Internet ? À quand une

« ONG virtuelle » ? On cite des exemples de citoyens égyptiens auto-mobilisés pour apporter une aide humanitaire en Libye (article de Dounia Sayoud). Serait-ce le frémissement d'une auto-organisation de la société civile des pays concernés, comme le Printemps arabe a été une auto-organisation politique menant à des révolutions ?

Ces nouvelles formes de mobilisation et ces actions collaboratives annoncent-elles la création de nouveaux *communs* (« ressource commune, avec des droits d'usage partagés par une communauté », selon la définition de Benjamin Coriat¹) ? Le savoir-faire humanitaire sera-t-il un nouveau commun ? Alternative au capitalisme, le partage des ressources communes se construit sur la fin de l'idéologie propriétaire. À la manière de Wikipedia, saurons-nous mettre en commun nos savoir-faire, aller vers *l'open innovation*, apprendre des autres au lieu de toujours rester en contrôle ?

À défaut d'être interconnectés au niveau des individus, nous le sommes de plus en plus au niveau de nos organisations. Les réseaux

d'associations, les mouvements interassociatifs, les collectifs, les mobilisations communes, les coalitions d'acteurs, sont aujourd'hui indispensables pour mener nos combats et atteindre nos objectifs de changement social. L'article de Nathalie Simonnot nous donne l'exemple d'un réseau européen, essentiel pour parvenir à mobiliser l'Union européenne autour de la question de la santé des migrants. Saurons-nous aussi utiliser les nouvelles technologies pour créer de nouvelles formes de partage, de nouvelles formes d'alliances ?

Ne nous y trompons pas. Certes, l'apparition d'Internet à la fin du siècle dernier a été une révolution majeure, largement comparable à l'apparition de l'imprimerie à la Renaissance. Et Jeremy Rifkin annonce pour le *xxi*^e siècle une troisième révolution industrielle, avec une production déconcentrée et décarbonée. Mais il s'agit bien ici de tout autre chose que du seul usage de la technologie. Il en va de la relation entre les personnes, du partage des ressources, du rapport à la propriété et au vivre-ensemble. Il en va du rôle de la société civile contre les pouvoirs établis. Nos organisations, en contribuant à cette révolution humaine, en apportant leur pierre à cette dépossession, peuvent être les acteurs politiques de ce nouveau siècle.

* Olivier Lebel est directeur général de Médecins du Monde-France

1. Benjamin Coriat (dir.), *Le retour des communs et la fin de l'idéologie propriétaire*, Éditions Les Liens qui Libèrent, mai 2015.